Conférence de presse sur la situation économique nationale en 2016 et ses perspectives pour 2017

-------

**Introduction de Monsieur Ahmed Lahlimi Alami,**

 **Haut-Commissaire au Plan**

**à la présentation du Budget Economique Exploratoire 2017**

**- Casablanca, le 12 juillet 2016 -**

La situation économique nationale en 2016

et ses perspectives pour 2017

Le contexte international

Les années 2016 et 2017 devraient rester marquées par l’incapacité des grandes puissances économiques à sortir l’économie mondiale des suites de la grande crise financière de 2008. Après le sauvetage du système bancaire du séisme que cette dernière a provoqué et qui a failli l’emporter et après une politique active et concertée à l’échelle internationale pour en juguler les sources spéculatives, leurs gouvernements n’ont pas su adopter les thérapeutiques publiques susceptibles d’en résorber les traumatismes persistants sur les structures et les comportements économiques. Les incitations monétaires les plus inédites à investir et à consommer et baliser les voies d’une croissance mondiale robuste et durable, sont restées quasi-impuissantes à contrebalancer les politiques budgétaires obstinément restrictives.

Aussi est-ce l’incertitude qui devrait rester le maitre mot des prévisions économiques pour ces deux années. Aux Etats-Unis, le redressement de la croissance reste soumis à l’incertitude des perspectives présidentielles, l’amorce qu’elle connait en Europe à celle d’une quasi-concomitance des échéances électorales dans plusieurs pays membres.

La crise migratoire, la montée des populismes et la persistance des menaces sécuritaires accentuent, dans notre premier partenaire extérieur, la défiance et l’attentisme des opérateurs économiques et obscurcissent les horizons d’une reprise durable de la croissance. Le Brexit accroit, par ailleurs, les tensions et les risques de dissémination de son virus au sein de la zone Euro et permet des doutes sur la croissance potentielle de tout le continent. A terme, il risque d’accentuer les contradictions qui opposent souvent ses pays du Nord et du Sud, au détriment de l’Euro-Méditerranée et au profit du processus, longtemps avéré, du basculement stratégique du poids économique, commercial et politique de l’Atlantique vers l’Océan Pacifique. Les pays asiatiques, globalement engagés dans un réajustement plus maitrisé de leur modèle économique et dans la capture de la manne numérique, offrent de plus grandes opportunités d’investissement et de contribution au commerce international qui les prédisposent à en être parmi les principaux bénéficiaires collatéraux.

Les pays émergents, de leur côté, confrontés aux aléas du marché des matières premières, à la faible reprise de la croissance des pays développés et du ralentissement des échanges Sud-Sud ainsi qu’aux impacts de la politique monétaire américaine dans un contexte de marasme social et politique, ne devraient connaitre qu’une croissance modérée. Les pays africains, malgré des potentialités agricoles et industrielles avérées, restent pénalisés par leur déficit en matière d’infrastructures économiques et sociales et de développement humain qui bride le niveau potentiel de leur croissance.

Le contexte national

Dans cet environnement international, notre pays n’est pas en reste en termes d’échéances politiques. 2016 devrait se terminer par des élections législatives et l’année 2017 débuter par une nouvelle législature. Notre propos ici ne saurait être de faire une évaluation de la dernière législature ni celle des perspectives de la prochaine. Encore que, sous d’autres cieux, notamment en Hollande, à l’occasion de chaque élection législative, l’institution consœur du HCP, a officiellement la charge d’évaluer les offres économiques des partis politiques. Nous allons, quant à nous, tout simplement, comme toujours, présenter notre estimation de l’évolution de l’économie nationale en 2016 et de nos prévisions pour 2017.

Un rapport plus exhaustif en expose le détail de ces estimations et leurs écarts par rapport aux tendances prévisionnelles énoncées dans notre Budget Economique Prévisionnel de janvier 2016 et ce, compte tenu des données trimestrielles fournies, depuis, par la Comptabilité Nationale et nos enquêtes de conjoncture auprès des entreprises et des ménages.

**Au niveau de l’agriculture** : Alors que nos prévisions avaient anticipé un meilleur comportement de l’élevage, de l’arboriculture et du maraichage, ces derniers ont réalisé, depuis, de meilleures performances. Avec les produits de la pêche, ils ont réduit l’impact du déficit dans le secteur céréalier sur la valeur ajoutée du secteur primaire. La tendance à la baisse du rythme de croissance de la production des céréales devrait, cependant, se maintenir avec la faible productivité des zones " bour " qui connaissent la plus grande concentration des petites et moyennes exploitations familiales. Avec, cependant, l’intensification des programmes du Plan Maroc Vert, les produits de l’arboriculture, du maraichage et de l’élevage ont vocation à demeurer une mine de valeurs ajoutées et d’emplois, un moteur du processus de la nécessaire industrialisation de notre pays et un vecteur d’adaptation de notre système de production aux normes du développement durable. A cet effet, elle aurait vocation à compenser la baisse tendancielle de mobilisation des ressources de base, notamment la terre et l’eau, continuer à porter le dynamisme amorcé de l’agro-industrie et bénéficier du nécessaire effort de diversification des marchés extérieurs et une amélioration du pouvoir d’achat des ménages nationaux.

**Au niveau du secteur non agricole** : Nous n’avions cependant cessé de relever que le processus de modernisation des structures agricoles et l’amélioration de leur productivité s’inscrivent de par leur nature dans le long terme. Les faiblesses de notre croissance résident davantage dans le niveau de diversification et de compétitivité du secteur non agricole. La forte décélération des activités tertiaires qui constituent 66% de la valeur ajoutée de ce secteur a coïncidé avec la crise du BTP et en particulier celle du bâtiment où il représente plus de 80%. L’endettement des entreprises et des ménages et la politique de distribution des crédits bancaires sont aujourd’hui à l’origine de cette crise, après en avoir été le moteur de croissance. La décélération du BTP dans son ensemble et la croissance du secteur non agricole interpellent, aujourd’hui, sur l’urgence qui s’attache à la valorisation de l’effort d’investissement consenti par le pays dans les infrastructures économiques et sociales.

Cette valorisation passe par la promotion de programmes volontaristes de développement d’une industrialisation créatrice de valeurs ajoutées durables, de revenus et d’emplois de qualité. Aussi faut-il relever, dans ce cadre, l’essor que connait aujourd’hui l’agro-industrie, grâce à la politique d’intégration conduite dans le cadre du Plan Maroc Vert. Cette branche de l’industrie, avec la relance de celles qui constituent l’acquis historique du Maroc dans ce domaine et dans une moindre mesure la montée en force des nouveaux métiers de notre pays, ont contribué à accroitre la part du secteur secondaire dans le secteur non agricole, contribuant ainsi à atténuer le ralentissement de son rythme de croissance.

**La reprise industrielle, ses promesses et ses exigences**

Cette évolution indique la voie à baliser pour l’avènement progressif d’un nouveau modèle de développement porté par l’industrie autour, en particulier, des industries classiques du Maroc jouissent d’effets d’entrainement des plus élevés sur la croissance de la valeur ajoutée et la création d’emplois. Ceci ne doit permettre, en aucune manière, bien au contraire, de sous-estimer le précieux apport à l’économie nationale des nouveaux métiers du Maroc et en particulier à la compétitivité de ses exportations. Elles sont, néanmoins, interpelées sur la perspective de leur rôle dans la dynamisation de leur environnement socio-économique national par le développement de nouvelles activités industrielles et de services à forte valeur ajoutée. Dans ce cadre, les nouveaux métiers doivent donner l’exemple d’une délocalisation industrielle réussie afin de ne pas être perçus comme l’illustration d’une délocalisation territoriale par le pays hôte. Ceci nous interpelle, aussi bien le Maroc que ses partenaires, et ce d’autant plus qu’au niveau actuel de développement de notre pays, l’industrialisation revêt le caractère d’un impératif catégorique.

**Une croissance économique dans un équilibre bas**

En dernière analyse, il ressort, de la situation économique en 2016 et ses perspectives en 2017, qu’avec une baisse de 9,7% de la valeur ajoutée du secteur primaire et une augmentation de 3,1% du PIB non agricole, la croissance économique nationale serait de 1,5% en augmentation de 0,2% par rapport à nos prévisions de janvier.

Dans ces conditions, cette croissance continuera à être portée par la demande intérieure, en raison de la reprise, après 2 années de baisse, de l’investissement et le maintien, même à un rythme modéré, de la consommation finale tirée, en particulier vers le bas, par une baisse continue du rythme de croissance de la consommation des ménages.

Par ailleurs, avec les hypothèses et les réserves d’usage adoptées par notre institution, nos prévisions au niveau de disponibilité des informations dont nous disposons sur la situation économique nationale et internationale, la croissance économique serait de 3,5% en 2017, elle sera révisée, comme d’habitude, à la fin de 2016 lors de la présentation du Budget Economique Prévisionnel pour 2017.

**En guise de conclusion**

Au terme de ces commentaires succincts, l’économie nationale s’inscrit, durant les dernières années, dans la tendance que nous pouvons appeler un équilibre économique bas.

A la faveur d’une baisse soutenue des cours internationaux des matières premières, des apports des transferts des MRE et d’autres transferts courants, les équilibres macroéconomiques ont été rétablis. Au total, une situation favorable à une relance économique. Les fondamentaux sont rétablis au prix d’un rétablissement volontariste des équilibres macroéconomiques. Le déficit budgétaire reviendrait à 4,1%, le déficit courant de la balance des paiements à 2,2%. L’endettement public à 81% du PIB resterait, malgré un rythme de croissance inquiétant, soutenable même à un niveau limite compte tenu de la croissance actuelle de notre économie.

Les réserves de change ont atteint des niveaux élevés, les taux d’intérêt sont à des niveaux des plus bas historiquement. La liquidité bancaire s’est améliorée de manière structurelle. L’excédent de liquidité bancaire serait, selon Bank Al Maghrib, de 7,7 milliards de DH en fin 2016 et de 20,3 milliards de DH en 2017, au lieu d’un déficit de 16,5 milliards de DH en 2015.

Certes, les banques ont, dans ces conditions, - ce dont il convient de les féliciter - amélioré leur alignement sur les ratios prudentiels édictés par le Conseil de Bâle, renfloué leur marge bénéficiaire et se sont dotés de nouvelles capacités de déploiement de leurs activités à l’extérieur.

Cependant, les crédits bancaires passent d’une augmentation moyenne de 16% par an entre 2005 et 2011 à 3%. La demande intérieure décélère passant de 5,8% à 2,3%. Le rythme d’accroissement du pouvoir d’achat par habitant connait un net ralentissement passant de 3,4% par an entre 2005 et 2009 à 2,5% entre 2010 et 2014, alors que leur dette financière est passée de 16,6% du PIB en 2004 à 30,5% en 2014 et la dette bancaire des entreprises non financières est passée de 31,2% à 50,1%.

Dans ces conditions, la croissance économique continuerait à varier, au gré des conditions pluviométriques, dans une fourchette de 1% à 3% ou au mieux 4%. Avec de tels niveaux de croissance, notre pays doit être interpelé sur la non soutenabilité de cet équilibre bas. Les réajustements budgétaires, l’aisance financière et l’illusion de l’efficacité de la politique monétaire seule à venir à bout de la désaffection des acteurs économiques à investir et à consommer ne doivent pas occulter les risques de cette situation sur la pérennité des équilibres macroéconomiques et sur ses conséquences sur l’emploi. Une simple atténuation de la baisse du taux d’activité modifierait, d’une façon inquiétante, le taux de chômage. Une modification, toujours possible, des conditions d’accès au financement extérieur mettrait en péril notre capacité d’endettement et la soutenabilité de l’amélioration de notre croissance.

**Pour un modèle de développement en harmonie des facteurs, des secteurs et des acteurs :**

Les défis actuels et futurs, en termes de développement économique et de stabilité sociale, ne peuvent être relevés que par une promotion active et soutenue du modèle contractuel de développement dans lequel Sa Majesté Le Roi, Que Dieu Le Glorifie, a, depuis Son Accès au Trône Alaouite, mis à l’honneur dans notre pays. Ce modèle qui allie sur des objectifs convenus un Etat développeur et un secteur privé soucieux de sécurité, a donné ses preuves dans les grandes réalisations de notre pays en termes d’infrastructures économiques et sociales, rurales et urbaines au niveau national, régional et, avec l’INDH, local. Cette dynamique devrait, alors que notre pays est engagé dans une régionalisation très avancée, s’inscrire dans le cadre d’une planification stratégique pour une appropriation collective de ses objectifs et de ses implications économiques, institutionnelles et sociétales. C’est dans ce cadre que doivent être fédérés les efforts du secteur privé, de l’administration et des institutions élues à tous les niveaux pour engager, avec ces derniers, un réajustement résolu de notre modèle économique dans le cadre d’une nouvelle ère de croissance axée sur l’industrialisation où l’Etat se décide, au-delà des infrastructures, résolument, à investir dans les secteurs productifs dont il s’est pendant longtemps retiré, par alignement sur un principe aujourd’hui contesté même par les institutions internationales qui en ont été pendant longtemps les chantres.

 Le défunt Michel Rocard utilisait, lors de l’une des rencontres internationales organisées par le HCP, l’élégante expression " d’harmonie des facteurs " pour qualifier le double facteur économique et humain de notre croissance. Nous nous inspirerons volontiers, aujourd’hui, de sa suave formule pour inviter à un nouveau dynamisme de croissance en " harmonie des facteurs, des secteurs et des acteurs ".

 **A. LAHLIMI**